

## ANNEXE I

## DECLARATION D'EXERCICE D'UNE ACTIVITE PRIVEE

**DANS LE CADRE D'UN DEPART TEMPORAIRE OU DEFINITIF DE LA FONCTION PUBLIQUE**

(article 124-4 et suivants du Code général de la fonction publique et Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique)

En remplissant ce formulaire, merci de bien vouloir explicitier au moins une fois les sigles que vous employez.

**NOM :** .....

**PRENOM :** .....

**DATE DE NAISSANCE :** .....

**ADRESSE PERSONNELLE :** .....

.....

.....

**TELEPHONE PERSONNEL :** .....

**ADRESSE ELECTRONIQUE PERSONNELLE :** .....@.....

**I.- QUELLE EST VOTRE SITUATION ACTUELLE DANS L'ADMINISTRATION ?**

*Cochez les cases correspondantes*

**1. SITUATION ADMINISTRATIVE**

Vous êtes agent **contractuel**

Préciser le cas échéant **votre catégorie** :

A+  A  B  C

Vous êtes agent **titulaire** ou **stagiaire**

Préciser **votre catégorie** :

A+  A  B  C

**Votre corps** (ou cadre d'emploi) et **votre grade** :

.....

.....

Vous êtes actuellement

- En activité
- En congé sans rémunération
- En détachement
- En disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise
- En disponibilité pour convenances personnelles / suivre son conjoint
- En disponibilité d'office / pour raisons de santé
- En exclusion temporaire de fonctions
- Mis à disposition
- En position hors cadres
- À la retraite
- Vous avez déjà définitivement cessé vos fonctions

Depuis le

...../...../ 20.....

Vous souhaitez :

- Être placé en congé sans rémunération
- Démissionner
- Être détaché
- Être placé en disponibilité pour convenances personnelles
- Être placé en disponibilité pour créer ou reprendre une entreprise
- Être placé en disponibilité pour suivre votre conjoint
- Être placé en position hors cadres
- Être admis à faire valoir vos droits à la retraite
- Vous allez cesser définitivement vos fonctions (*ex. : fin de contrat*)

À compter du  
...../...../ 20.....

**2. AU COURS DES TROIS ANNEES PRECEDANT LE DEBUT DE L'ACTIVITE PRIVEE QUE VOUS ENVISAGEZ D'EXERCER, QUELLES ONT ETE VOS FONCTIONS PRECISES DANS L'ADMINISTRATION ?**

Préciser :

- l'administration ou le service auquel vous apparteniez ;
- les fonctions que vous exerciez (en précisant notamment les activités ou secteurs professionnels dont vous aviez le contrôle ou la surveillance, ou pour lesquels vous aviez été amené à émettre un avis, conclure un contrat ou participer à la prise d'une décision)

**II. VOUS SOUHAITEZ EXERCER UNE ACTIVITE DANS LE SECTEUR PRIVE OU DANS LE SECTEUR PUBLIC CONCURRENTIEL**

**1. INFORMATIONS SUR L'ENTREPRISE OU L'ORGANISME**

Nom (ou raison sociale) :

Adresse :

Téléphone :

Adresse électronique : .....@.....

Secteur ou branche professionnelle de l'entreprise ou de l'activité :

Forme sociale de l'entreprise ou de l'activité :

Exemple : auto-entreprise, SARL, SAS, activité libérale, VDI (vendeur à domicile indépendant), entreprise individuelle, association, etc.

.....  
.....  
.....

**ATTENTION** : Pour les sociétés et associations, joindre les statuts ou les projets de statuts.  
Joindre, si possible, une copie du contrat de travail ou de la promesse d'embauche.

**2. QUELLE SERA VOTRE FONCTION OU VOTRE ACTIVITE (DESCRIPTION DETAILLEE) ?**

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

**3. À QUELLE DATE EST-IL PREVU QUE VOUS COMMENCIEZ A EXERCER CETTE ACTIVITE ?**

...../...../ 20.....  
J M A

**III. DECLARATION SUR L'HONNEUR**

Je soussigné (*Nom – Prénom*) : .....

souhaitant exercer une activité privée pour le compte de l'entreprise ou de l'organisme :

.....

déclare sur l'honneur :

1) ne pas avoir été chargé, dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées, de la surveillance ou du contrôle (financier, technique ou administratif) de cette entreprise ou d'une entreprise du même groupe au sens de l'article 432-13 du code pénal ;

2) ne pas avoir été chargé, dans le cadre des fonctions que j'ai effectivement exercées, de conclure des contrats de toute nature avec l'une de ces entreprises ou de formuler un avis sur de tels contrats ;

3) ne pas avoir été chargé de proposer directement à l'autorité compétente des décisions relatives à des opérations réalisées par l'une de ces entreprises ou de formuler un avis sur de telles décisions.

Fait à ....., le .....

SIGNATURE